

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 3230

[C — 2001/29491]

6 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire telle que modifiée;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié;

Vu le décret du 8 mars 1999 portant approbation des profils de formation tels que définis à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études d'aspirant(e) en nursing;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études de puériculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 janvier 1999 portant application de l'article 53 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2000 modifiant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire et les dispositions réglementaires applicables à leur programmation;

Vu la concertation entre les pouvoirs organisateurs;

Vu l'avis du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juin 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 14 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions de cet arrêté devaient faire l'objet de la concertation entre les pouvoirs organisateurs visée à l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement,

Que cette concertation n'a pas pu être valablement organisée avant le 30 août 2001, date d'entrée en vigueur du décret du 12 juillet 2001 qui habilite les organes de représentation et de coordination visés à l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire à exercer ladite concertation,

Considérant toutefois que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2000 modifiant le répertoire des options prévoit qu'à partir du 1^{er} septembre 2001, les établissements scolaires peuvent organiser les études de puériculteur/puéricultrice sur trois ans (troisième degré de qualification et 7^e année),

Qu'il convient donc d'adopter le plus rapidement possible des dispositions précisant l'organisation concrète de ces études;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et de la Ministre de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les études de puériculteur/puéricultrice sont organisées en trois ans, dans le respect des dispositions du présent arrêté et de celles de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Elles comportent soit l'option de base groupée "puériculture" du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel suivie de la 7^e année professionnelle "puériculteur/puéricultrice", soit l'option de base groupée "aspirant/aspirante en nursing" suivie de la même 7^e année professionnelle. La présence simultanée des deux filières est possible dans le même établissement.

Art. 2. L'admission aux études visées à l'article 1^{er} est subordonnée à l'avis favorable du conseil d'admission qui peut solliciter l'avis du centre psycho-médico-social pour ce qui concerne l'aptitude de l'élève à exercer la partie pratique de la formation.

Le procès-verbal du conseil d'admission est contresigné par un infirmier/une infirmière ou un accoucheur/une accoucheuse, membre dudit conseil.

L'inscription en 1^{ère} année des études visées à l'article 1^{er}, alinéa 1, est subordonnée à la production d'un certificat d'aptitude par lequel un médecin, agréé par le chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française ou le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, atteste n'avoir décelé chez l'élève aucune pathologie durable susceptible de compromettre l'accomplissement normal des stages, de s'aggraver à cette occasion ou de mettre en danger la sécurité des personnes qu'il sera amené à fréquenter sur les lieux de leur déroulement. Le modèle du certificat est annexé au présent arrêté.

Art. 3. Le programme des études des trois années visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, comporte au moins :

1° 1 000 périodes de cours généraux, spéciaux et philosophiques;

2° 1 700 périodes de cours techniques et de pratique professionnelle dont les contenus reprennent l'ensemble des compétences du profil de formation de puéricultrice figurant à l'annexe 8 du décret du 8 mars 1999 portant approbation des profils de formation tels que définis à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

Les aspirants/aspirantes en nursing qui s'inscrivent dans la 7^{ème} année professionnelle "puériculteur/puéricultrice" peuvent bénéficier des mesures reprises à l'article 58, § 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Art. 4. § 1^{er}. Est admis à l'épreuve de qualification de puériculteur/puéricultrice, l'élève qui a effectué avec fruit des stages comportant un minimum de 1 000 périodes de 50 minutes dont au moins :

1° 400 périodes de 50 minutes en 7^e année lorsque l'élève a suivi l'option de base groupée "puériculture";

2° 500 périodes de 50 minutes en 7^e année lorsque l'élève a suivi l'option de base groupée "aspirant/aspirante en nursing".

§ 2. Les conditions de validité et la répartition des stages sont fixées par le Ministre qui a la Santé dans ses attributions.

Art. 5. § 1^{er}. Le certificat de qualification de "puériculteur/puéricultrice" est délivré à l'issue de la 7^e année professionnelle aux élèves réguliers qui satisfont aux conditions suivantes :

1° avoir subi avec fruit une épreuve de qualification portant sur la vérification de la maîtrise et de l'intégration dans la pratique des compétences énumérées à l'annexe 8 du décret du 8 mars 1999 visé à l'article 2, § 1^{er};

2° être titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur.

§ 2. Le jury chargé de délivrer ce certificat comprend au moins un infirmier/une infirmière membre du personnel enseignant et un membre du personnel enseignant chargé de la formation en psycho-pédagogie.

Le membre du personnel chargé de la coordination du stage fait d'office partie de ce jury.

Art. 6. Les Ministres qui ont l'Enseignement secondaire et la Santé dans leurs attributions, ou leurs délégués, visent les certificats de qualification de "puériculteur/puéricultrice".

Art. 7. La surveillance scientifique et l'organisation pédagogique du contenu de l'enseignement de pratique professionnelle sont exercées par un infirmier/une infirmière gradué(e) ou un accoucheur/une accoucheuse qui coordonne le stage, assurant le lien entre les enseignants qui assurent la guidance des stages et les institutions qui accueillent les élèves.

A titre transitoire, pour l'option de base groupée "aspirant/aspirante en nursing", cette fonction peut être assurée, en l'absence d'infirmier/infirmière gradué (e), par un infirmier hospitalier/une infirmière hospitalière nommé(e) à titre définitif à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Les Ministres qui ont l'Enseignement secondaire et la Santé dans leurs attributions déterminent d'un commun accord les cours, la pratique professionnelle et les stages qui sont de la compétence de l'Inspection de l'Enseignement secondaire, d'une part et de la Direction générale de la Santé, d'autre part.

Art. 9. Dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 janvier 1999 portant application de l'article 53 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes "l'option "Puéricultrice" du secteur 8 qui est régie par l'arrêté royal du 24 février 1987" sont remplacés par les termes "l'option "Puériculture" du secteur 8 qui est régie par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la septième année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice. »

L'article 2, § 1^{er}, du même arrêté est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« L'arrêté ne s'applique pas à l'option "puériculteur / puéricultrice" du secteur 8 qui est régie par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001... portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant / aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la septième année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur / puéricultrice. »

Art. 10. L'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études de puéricultrice est abrogé à l'exception de la seconde phrase de l'article 8 et du second alinéa de l'article 9.

Art. 11. L'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études d' "aspirant(e) en nursing" est abrogé.

Art. 12. Au cours de l'année scolaire 2002-2003, les établissements ont la faculté de maintenir une 6^e professionnelle "puéricultrice" destinée à accueillir les élèves qui ont terminé avec fruit la 6^e année technique de qualification "aspirant (e) en nursing" et qui souhaitent obtenir en un an la qualification de "puéricultrice".

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001, en ce qui concerne la première année du troisième degré, le 1^{er} septembre 2002, en ce qui concerne la deuxième année du troisième degré et le 1^{er} septembre 2003, en ce qui concerne la 7^e année professionnelle.

Art. 14. Les Ministres qui ont la Santé et l'Enseignement secondaire dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 septembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
N. MARECHAL

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées "puériculture" et "aspirant/aspirante en nursing" du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice

Certificat médical d'aptitude

Je soussigné, docteur en médecine, certifie avoir personnellement examiné madame, mademoiselle, monsieur (*) .

.... et ne lui avoir décelé aucune pathologie durable susceptible de compromettre l'accomplissement normal des stages prévus au cours de ses études de puériculture ou d'aspirant/aspirante en nursing (*), de s'aggraver à cette occasion ou de mettre en danger la sécurité des personnes qu'il (elle) sera amené (e) à fréquenter sur les lieux de leur déroulement.

(*) biffer les mentions inutiles

Fait à, le

Signature et cachet :

A l'attention du médecin examinateur :

Chaque élève qui sollicite son inscription aux cours des études susvisées est tenu de remettre le certificat ci-dessus. L'objectif poursuivi par cette obligation est d'arrêter en temps utiles un (e) élève dont l'état de santé est incompatible avec l'accomplissement normal des stages prévus au programme.

Il est important de noter que l'accomplissement normal des stages implique la possession des mêmes moyens physiques et psychiques que ceux nécessaires à l'exercice de la profession de puériculteur/puéricultrice. Le caractère évolutif des affections peut naturellement être pris en compte, de même que la qualité de la réponse aux traitements visant à équilibrer certaines d'entre elles. Les pathologies de courte durée ne doivent pas être prises en considération, même si elles font l'objet de mesures d'éviction temporaires.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 3230

[C — 2001/29491]

6 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 8 maart 1999 houdende goedkeuring van de opleidingsprofielen zoals bepaald bij artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 houdende regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van aspirant (e) nursing;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van kinderverzorging;

Gelet op het besluit van 27 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 53 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het besluit van 30 maart 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs en de reglementaire bepalingen toepasselijk op hun programmatie;

Gelet op het overleg tussen de inrichtende machten;

Gelet op het advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 maart 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juni 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat over de bepalingen van dit besluit tussen de inrichtende machten overleg diende gepleegd zoals bedoeld bij artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van het onderwijs;

Dat dit overleg niet geldig kon georganiseerd worden vóór 30 augustus 2001, datum van de inwerkingtreding van het decreet van 12 juli 2001 houdende habilitatie van de organen van vertegenwoordiging en van coördinatie bedoeld bij artikel 74 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Overwegende evenwel dat in het besluit van 30 maart 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het repertorium van de basisopties bepaald is dat vanaf 1 september 2001 de schoolinrichtingen de studies van kinderverzorger/ kinderverzorgster gespreid over drie jaar (derde kwalificatiegraad en 7^e jaar) mogen inrichten;

Dat het dus past zo vlug mogelijk bepalingen aan te nemen waarbij de concrete organisatie van die studies nader wordt bepaald;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs en de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De studies van kinderverzorger/ kinderverzorgster worden georganiseerd over drie jaar in naleving van de bepalingen van dit besluit en van deze van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Zij bevatten ofwel de gegroepede basisoptie "kinderverzorging" van de derde graad van het secundair beroepsonderwijs gevolgd door het 7e beroepsjaar "kinderverzorger/kinderverzorgster", ofwel de gegroepede basisoptie "aspirant(e) nursing" gevolgd door hetzelfde 7e beroepsjaar. Het is mogelijk gelijktijdig beide vakkenkeuzen in eenzelfde inrichting te voorzien.

Art. 2. De toelating tot de bij artikel 1 bedoelde studies hangt af van het gunstig advies van de raad van bestuur die het psycho-medisch-sociaal centrum om advies kan verzoeken wat de geschiktheid van de leerling betreft om het praktisch gedeelte van de vorming uit te voeren.

De notulen van de raad van bestuur worden medeondertekend door een verpleger/verpleegster of door een verloskundige/vroedvrouw, lid van bedoelde raad.

Om zich voor het 1e jaar van de bij artikel 1, lid 1 bedoelde studies te mogen inschrijven moet men een bekwaamheidsgetuigschrift voorleggen waarbij een geneesheer, erkend door het hoofd van de inrichting voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs verzekert dat hij bij de leerling geen enkele blijvende pathologie heeft ontdekt die het normaal doormaken van de stages in het gedrang zou brengen, pathologie die bij die gelegenheid zou kunnen verergeren of de veiligheid zou kunnen bedreigen van personen met wie hij vaak zal moeten omgaan op de plaatsen waar hij zijn stage moet volbrengen.

Art. 3. Het programma van de studies gespreid over de bij artikel 1, lid 1 bedoelde drie jaar omvat op zijn minst :

1° 1 000 lestijden algemene, bijzondere en filosofische vakken;

2° 1 700 lestijden technische vakken en beroepspraktijk waarvan de materies alle bevoegdheden van het opleidingsprofiel tot kinderverzorgster bevatten vermeld in bijlage 8 van het decreet van 8 maart 1999 houdende goedkeuring van de opleidingsprofielen zoals bepaald bij artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 houdende regeling van het overleg in het secundair onderwijs.

De aspiranten nursing die zich inschrijven voor het 7e beroepsjaar "kinderverzorger/kinderverzorgster" kunnen de voorschriften genieten vermeld in artikel 58, § 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Art. 4. § 1. Wordt toegelaten tot de kwalificatieproef voor kinderverzorger/ kinderverzorgster de leerling die met vrucht de stages van minimum 1 000 lestijden van 50 minuten heeft doorgemaakt, waaronder ten minste :

1° 400 lestijden van 50 minuten in het 7e jaar wanneer de leerling de gegroepede basisoptie "kinderverzorging" heeft gevolgd;

2° 500 lestijden van 50 minuten in het 7e jaar wanneer de leerling de gegroepede basisoptie "aspirant (e) nursing" heeft gevolgd;

§ 2. De voorwaarden inzake geldigheid en de spreiding van de stages worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort.

Art. 5. § 1. Het kwalificatiegetuigschrift "kinderverzorger/kinderverzorgster" wordt uitgereikt op het einde van het 7e beroepsjaar aan de regelmatig ingeschreven leerlingen die voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° met vrucht een kwalificatieproef hebben afgelegd inzake verificatie van de bedrevenheid en de integratie in de praktijk van de bevoegdheden vermeld in bijlage 8 van het decreet van 8 maart 1999 bedoeld bij artikel 2, § 1.;

2° houder zijn van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

§ 2. In de examencommissie belast met het uitreiken van dit getuigschrift is er ten minste een verpleger/verpleegster aanwezig die deel uitmaakt van het onderwijzend personeel en een lid van het onderwijzend personeel belast met de opleiding psycho-pedagogie.

Het personeelslid belast met de coördinatie van de stage maakt ambtshalve deel uit van deze examencommissie.

Art. 6. De Ministers tot wier bevoegdheid het secundair onderwijs en de Gezondheid behoren of hun gemachtigden ondertekenen de kwalificatiegetuigschriften "kinderverzorger/kinderverzorgster".

Art. 7. Het wetenschappelijk toezicht en de pedagogische organisatie van de inhoud van het onderwijs beroepspraktijk worden uitgeoefend door een gegradueerde verpleger/een verpleegster of door een verloskundige/een vroedvrouw die de stage coördineert, waardoor de band wordt gelegd tussen de leerkrachten die instaan voor de begeleiding van de stages en de instellingen die de leerlingen opvangen.

Bij wijze van overgangsmaatregel wat de gegroepede basisoptie "aspirant (e) nursing" betreft, kan deze opdracht bij afwezigheid van een gegradueerde verpleger/ verpleegster, uitgeoefend worden door een ziekenhuisverpleger/-verpleegster die vast benoemd is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 8. De Ministers tot wier bevoegdheden het secundair onderwijs en de gezondheid behoren, bepalen in gemeenschappelijk overleg de vakken, de beroepspraktijk en de stages waarvoor enerzijds de Inspectie van het secundair onderwijs en anderzijds de Algemene Directie voor Gezondheid bevoegd zijn

Art. 9. In artikel 1, lid 2, van het besluit van 27 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 53 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden "de optie "Kinderverzorgster" van sector 8 die geregeld wordt door het koninklijk besluit van 24 februari 1987" vervangen door de woorden "de optie "Kinderverzorgster" van sector 8 die geregeld wordt door het besluit van 6 september 2001 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar secundair beroepsonderwijs die leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster. »

Art. 2, § 1 van ditzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

« Het besluit is niet van toepassing op de optie "kinderverzorger/kinderverzorgster" van sector 8 die geregeld wordt door het besluit van 6 september 2001 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster. »

Art. 10. Het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van "kinderverzorgster" wordt opgeheven, behoudens zin twee van artikel 8 en lid twee van artikel 9.

Art. 11. Het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van "aspirant(e) nursing" wordt opgeheven.

Art. 12. Tijdens het schooljaar 2002-2003 hebben de instellingen de mogelijkheid een 6e beroepsklas "kinderverzorging" te behouden bestemd voor de opvang van de leerlingen die met vrucht het 6e technische kwalificatiejaar "aspirant(e) nursing" hebben beëindigd en die in een jaar de kwalificatie van "kinderverzorgster" wensen te bekomen.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2001, wat betreft het eerste jaar van de derde graad, op 1 september 2002, wat betreft het tweede jaar van de derde graad, en op 1 september 2003, wat betreft het 7^e beroepsjaar.

Art. 14. De Ministers tot wier bevoegdheden de Gezondheid en het Secundair Onderwijs behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
N. MARECHAL

Bijlage bij het besluit van 6 september 2001 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7^e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster.

Medisch geschiktheidsbewijs

Ik ondergetekende, doctor in de geneeskunde, verklaar mevrouw, juffrouw, meneer (*)

persoonlijk te hebben onderzocht en bij hem (haar) geen enkele blijvende pathologie te hebben ontdekt die het normale verloop van de stages voorzien tijdens de studies van kinderverzorging of aspirant(e) nursing (*) in het gedrang zou brengen, pathologie die bij die gelegenheid zou kunnen verergeren of de veiligheid zou kunnen bedreigen van personen met wie hij (zij) vaak zal moeten omgaan op de plaatsen waar hij zijn stage moet volbrengen.

(*) doorhalen wat niet past

Gedaan te, op

Handtekening en stempel :

Ter attentie van de geneesheer die het onderzoek maakt :

Iedere leerling die vraagt zich te mogen inschrijven voor de leergangen van bovenvermelde studies is verplicht het hierboven vermeld getuigschrift voor te leggen. Het door deze verplichting nagestreefd doel is op tijd een leerling de toegang te ontzeggen wiens gezondheidstoestand onverenigbaar is met het normale verloop van de in het programma dedoelde stages.

Het is van belang te laten opmerken dat voor het normale verloop van de stages verondersteld wordt dat men over dezelfde lichamelijke en psychische krachten beschikt als deze die vereist zijn voor de uitoefening van het beroep van kinderverzorger/kinderverzorgster. De evolutieve aard van de aandoeningen kan wel te verstaan in aanmerking worden genomen, alsook de degelijkheid van de reactie op de behandelingen met het oog op het normaliseren van sommige aandoeningen. De pathologieën van korte duur moeten niet in aanmerking worden genomen, zelfs indien daartoe maatregelen van tijdelijke uitsluiting worden genomen.